

Association pour la Gestion du Restaurant Inter-Administratif

Association régie par la Loi du 1^{er} Juillet 1901
2 rue Scatisse
30000 NÎMES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

Association pour la Gestion du Restaurant Inter-Administratif

Association régie par la Loi du 1er Juillet 1901

2 rue Scatisse

30000 NÎMES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de l'Association pour la Gestion du Restaurant Inter-Administratif,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association pour la Gestion du Restaurant Inter-Administratif relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Permanence des méthodes » de l'annexe des comptes annuels concernant le changement de méthode sur la comptabilisation des participations des administrations (subventions).

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D.441-6 du code de commerce ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion. En conséquence, nous ne pouvons attester de leur sincérité et de leur concordance avec les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Nîmes, le 03 juin 2025
Le commissaire aux comptes

IN EXTENSO AUDIT

Philippe TERRISSON

Signé par Philippe Terrisson
Le 03/06/2025

ID: tx_dVqXgKJw2EA

Signed with
Universign

Associé

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2024 12			Exercice N-1 31/12/2023 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Concessions, Brevets et droits similaires	313	313				
	Fonds commercial (1)						
	Autres immobilisations incorporelles						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions						
	Installations techniques Matériel et outillage	21 437	21 437				
	Autres immobilisations corporelles	49 928	28 838	21 090	25 601	4 511	17.62
	Immobilisations en cours						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations financières (2)						
	Participations mises en équivalence						
	Autres participations	30		30	15	15	100.00
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts						
	Autres immobilisations financières						
Total I		71 708	50 589	21 120	25 616	4 496	17.55
Comptes de liaison Total II							
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours						
	Matières premières, approvisionnements	30 284		30 284	30 396	113	0.37
	En-cours de production de biens						
	En-cours de production de services						
	Produits intermédiaires et finis						
	Marchandises						
	Avances et acomptes versés sur commandes						
	Créances (3)						
	Créances usagers et comptes rattachés	115 572		115 572	120 496	4 925	4.09
	Autres créances	72 708		72 708	3 228	69 480	NS
Comptes de Régularisation	Valeurs mobilières de placement	500 000		500 000	435 000	65 000	14.94
	Instruments de trésorerie						
	Disponibilités	297 995		297 995	400 673	102 679	25.63
	Charges constatées d'avance (3)						
	Total III	1 016 558		1 016 558	989 794	26 764	2.70
Charges à répartir sur plusieurs exercices (IV)							
Primes de remboursement des obligations (V)							
Ecart de conversion actif (VI)							
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)		1 088 266	50 589	1 037 678	1 015 410	22 268	2.19

(1) Dont droit au bail
(2) Dont à moins d'un an
(3) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2024 12	Exercice N-1 31/12/2023 12	Ecart N / N-1	
				Euros	%
FONDS ASSOCIATIFS	Fonds propres				
	Fonds associatifs sans droit de reprise	386 562	386 562		
	Ecarts de réévaluation				
	Réserves :				
	Réserves statutaires ou contractuelles				
	Réserves réglementées				
	Autres réserves				
	Report à nouveau	115 113	72 109	43 004	59.64
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	197 467	43 004	154 464	359.19
	Autres fonds associatifs				
PROVISIONS ET FONDS DÉDIÉS	Fonds associatifs avec droit de reprise :				
	Apports				
	Legs et donations				
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs				
	Ecarts de réévaluation				
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables				
	Provisions réglementées				
	Droit des propriétaires				
	Total I	699 142	501 674	197 467	39.36
	Comptes de liaison				
DETTES (I)	Total II				
	Provisions pour risques	12 000	88 956	76 956	86.51
	Provisions pour charges	41 907	60 584	18 677	30.83
	Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement				
	Fonds dédiés sur autres ressources				
Comptes de Régularisation	Total III	53 907	149 540	95 633	63.95
	Emprunts obligataires				
	Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (2)				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours				
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	84 639	131 875	47 235	35.82
	Dettes fiscales et sociales	123 383	148 009	24 625	16.64
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Autres dettes	76 606	84 312	7 706	9.14
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	Instruments de trésorerie				
	Produits constatés d'avance				
	Total IV	284 629	364 195	79 567	21.85
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	Ecarts de conversion passif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)		1 037 678	1 015 410	22 268	2.19

(1) Dont à plus d'un an
Dont à moins d'un an

284 629364 195

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2024	12	31/12/2023	12	Euros	%
Produits d'exploitation (1)						
Ventes de marchandises						
Production vendue de Biens et Services	853	416	782	991	70 425	8.99
Production stockée						
Production immobilisée						
Subventions d'exploitation	909	955	722	873	187 082	25.88
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges	136	082	29	513	106 569	361.09
Collectes						
Cotisations						
Autres produits		50		957	908	94.80
Total I	1 899	502	1 536	334	363 168	23.64
Charges d'exploitation (2)						
Achats de marchandises						
Variation de stock (marchandises)						
Achats de matières premières et autres approvisionnements	895	786	776	883	118 903	15.31
Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements)		113		2 806	2 918	104.01
Autres achats et charges externes	177	618	148	074	29 543	19.95
Impôts, taxes et versements assimilés	7	346	6	828	518	7.59
Salaires et traitements	473	485	423	369	50 116	11.84
Charges sociales	172	836	144	708	28 128	19.44
Dotations aux amortissements et aux provisions						
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	6	178	3	951	2 227	56.36
Sur immobilisations : dotations aux provisions						
Sur actif circulant : dotations aux provisions						
Pour risques et charges : dotations aux provisions	12	000			12 000	
Subventions accordées par l'association						
Autres charges (2)		53		36	17	46.49
Total II	1 745	414	1 501	044	244 370	16.28
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	154	088	35	290	118 798	336.64
Quotes-parts de Résultat sur opération faites en commun						
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)						
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)						

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2024	12	31/12/2023	12	Euros	%
Produits financiers						
Produits financiers de participations						
Produits des autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilier						
Autres intérêts et produits assimilés	26 100		4 176		21 924	524.95
Reprises sur provisions et transferts de charges						
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total V	26 100		4 176		21 924	524.95
Charges financières						
Dotations aux amortissements et aux provisions						
Intérêts et charges assimilées						
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total VI						
2. Résultat financier (V-VI)	26 100		4 176		21 924	524.95
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)	180 188		39 466		140 722	356.56
Produits exceptionnels						
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	2 493		6 484		3 991	61.55
Produits exceptionnels sur opérations en capital			12 500		12 500	100.00
Reprises sur provisions et transferts de charges	60 584				60 584	
Total VII	63 077		18 984		44 093	232.26
Charges exceptionnelles						
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion						
Charges exceptionnelles sur opérations en capital						
Dotations exceptionnelles aux amortissements et aux provisions	41 907		15 447		26 461	171.30
Total VIII	41 907		15 447		26 461	171.30
4. Résultat exceptionnel (VII-VIII)	21 170		3 537		17 632	498.44
Impôts sur les bénéfices (IX)	3 890				3 890	
Total des produits (I+III+V+VII)	1 988 679		1 559 494		429 185	27.52
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX)	1 791 211		1 516 491		274 721	18.12
Solde intermédiaire	197 467		43 004		154 464	359.19
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs						
- Engagements à réaliser sur ressources affectées						
5. EXCEDENTS OU DEFICITS	197 467		43 004		154 464	359.19

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2024	12	31/12/2023	12	Euros	%
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
Dons en nature						
Prestations en nature	734	168	750	025	15 857	2.11
Bénévolat						
TOTAL	734	168	750	025	15 857	2.11
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
Secours en nature						
Mise à disposition gratuite de biens	734	168	750	025	15 857	2.11
Prestations en nature						
Personnel bénévole						
TOTAL	734	168	750	025	15 857	2.11

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Comptabilisation des participations des administrations (subventions) 2024 en produits à recevoir

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice ont été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Ce changement concerne la comptabilisation des participations des administrations (subventions) qui étaient jusqu'à présent comptabilisées lors de leur versement, avec un an de décalage.

Sur l'exercice clos au 31.12.2024, nous avons comptabilisé en produits à recevoir les subventions 2024 qui seront versées en 2025 pour un montant de 64 606,46 euros.

Dans le montant des contributions volontaires du CD 30 recensées en pied du compte de résultat pour un montant total de 280 956,99 euros est inclus une dotation aux amortissements pour un montant de 38 553 euros en 2024 sur un bâtiment Mas Carbonnel.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles TOTAL	313		
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	21 437		
Installations générales agencements aménagements divers			1 667
Matériel de transport	48 261		
TOTAL	69 699		1 667
Autres participations	15		15
TOTAL	15		15
TOTAL GENERAL	70 027		1 682

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles TOTAL			313	313
Installations techniques, Matériel et outillage industriel			21 437	21 437
Installations générales agencements aménagements divers			1 667	1 667
Matériel de transport			48 261	48 261
TOTAL			71 366	71 366
Autres participations			30	30
TOTAL			30	30
TOTAL GENERAL			71 708	71 708

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles TOTAL	313			313
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	21 437			21 437
Installations générales agencements aménagements divers		267		267
Matériel de transport	22 660	5 911		28 571
TOTAL	44 098	6 178		50 276
TOTAL GENERAL	44 411	6 178		50 589

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Instal.générales agenc.aménag.divers	267				
Matériel de transport	5 911				
TOTAL	6 178				
TOTAL GENERAL	6 178				

Tableau de variation des fonds propres

ANC 2018-06 : Art. 431-5

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultats	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	386 562				386 562
Report à nouveau	72 109	43 004		0	115 113
Excédent ou déficit de l'exercice	43 004	43 004-	197 467		197 467
Situation nette	501 674		197 467		699 142
TOTAL I	501 674		197 467	0	699 142

Etat des provisions

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Pensions et obligations similaires	60 584	41 907	60 584		41 907
Autres provisions pour risques et charges	88 956	12 000	88 956		12 000
TOTAL	149 540	53 907	149 540		53 907
TOTAL GENERAL	149 540	53 907	149 540		53 907
Dont dotations et reprises					
d'exploitation		12 000	88 956		
exceptionnelles		41 907	60 584		

Reprise de la provision de 88 956 euros constatée en 2023 pour litige prud hommal
Constitution d'une provision de 12 000 euros pour litige avec un salarié

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres créances clients	115 572	115 572	
Personnel et comptes rattachés	2 604	2 604	
Taxe sur la valeur ajoutée	5 149	5 149	
Débiteurs divers	64 955	64 955	
TOTAL	188 280	188 280	

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	84 639	84 639		
Personnel et comptes rattachés	42 899	42 899		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	65 389	65 389		
Impôts sur les bénéfices	3 890	3 890		
Taxe sur la valeur ajoutée	8 068	8 068		
Autres impôts taxes et assimilés	3 137	3 137		
Autres dettes	76 606	76 606		
TOTAL	284 629	284 629		

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	10 à 50 ans
Agencements et aménagements	Linéaire	10 à 20 ans
Installations techniques	Linéaire	5 à 10 ans
Matériels et outillages	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	4 à 5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	5 à 10 ans
Mobilier	Linéaire	5 à 10 ans

Evaluation des matières et marchandises

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition selon la méthode du coût d'achat moyen pondéré.
Les frais de stockage n'ont pas été pris en compte pour l'évaluation des stocks.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Variation détaillée des stocks et des en-cours

	A la fin de l'exercice	Au début de l'exercice	Variation des stocks	
			Augmentation	Diminution
Marchandises				
Approvisionnements				
- Matières premières	23 670	24 135		465
- Autres approvisionnements	6 614	6 261	353	
Total I	30 284	30 396	353	465
Production				
Production en cours				

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Evaluation des valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.
En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres a été estimée selon la méthode FIFO (premier entré, premier sorti).

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

Effectif moyen

	Personnel salarié
Cadres	1
Employés	16
Total	17

Valorisation des contributions volontaires

Notre entité a décidé de ne pas comptabiliser les contributions volontaires en nature.

Elle a obtenu de la part du CD 30 les contributions suivantes:

Contributions Frais généraux:

Energies Fuide 87 432 euros

Entretien et consommables 112 816 euros

Assurances 1405 euros

Téléphone 137 euros

Contributions relatives aux locaux

Elle est évaluée à 251 421 euros

Contributions relative aux dotations aux amortissements des investissements en matériels et locaux

Elle est évaluée à 280 956,99 euros dont 38 553 euros concernant Mas Carbonnel

Prise en charge de certains frais généraux par les Administration et par le conseil départemental :

Subvention globale (hors contribution volontaires) : 441 654 euros

Frais avancés par le conseil départemental : -201 790 euros

Subvention versée au titre de l'année 2023 : 175 257 euros

Subvention 2024 à percevoir : 64 606 euros.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 3 800 euros, décomposés de la manière suivante :

- honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes : 3800 € HT
- honoraires facturés au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes, telles qu'elles sont définies par les normes d'exercice professionnel mentionnées au II de l'article L. 822-11 : 0 euro

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Engagement en matière de pensions et retraites

L'association provisionne ses engagements relatifs aux régimes suivants dont les principales caractéristiques sont précisées ci après:

- Régime d'indemnité de départ à la retraite.

Les provisions sont évaluées et comptabilisées selon les critères suivants:

- Age de départ à la retraite: 67 ans
- Taux d'augmentation annuel des salaires: 2%
- Taux d'actualisation 3,25% net

- INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES -

Produits et charges exceptionnels

Nature	Montant	imputé au compte
Produits exceptionnels		
- Solde des badges antérieurs	2 493	772010
Total	2 493	

Transferts de charges

Nature	Montant
Remboursement assurance	1 310
Avantages en nature	15 562
Remboursement prévoyance	30 253
Total	47 125